



Le crédit contre la faim

Récolte à la moissonneuse-batteuse près de Goya, dans la province argentine de Corrientes.

BIEN QUE la croissance par habitant ait été vigoureuse dans la plupart des pays au XX^e siècle, l'extrême pauvreté et la malnutrition restent généralisées. En 2001, le PIB par habitant était en moyenne de 21 dollars par jour, mais plus de la moitié de la population mondiale vivait avec moins de 2 dollars par jour et plus d'un milliard d'humains avec moins de 1 dollar. À la fin des années 90, 20 % en moyenne de la population mondiale souffraient de sous-alimentation, le chiffre variant entre 70,5 % en Érythrée et près de 0 % dans la plupart des pays développés. Ces deux mesures de développement, ou de son absence, sont des critères essentiels pour la communauté internationale. Elles constituent en effet l'objectif numéro 1 du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015 : réduire de moitié la pauvreté monétaire et la faim par rapport à 1990. On pourrait même avancer que la réduction de la malnutrition devrait être l'objectif prioritaire, puisque l'impossibilité pour un être humain d'obtenir suffisamment de nourriture pour couvrir ses besoins énergétiques conditionne ses chances de survie.

Les économistes savent depuis longtemps que l'augmentation de la croissance et la réduction des inégalités diminuent la pauvreté et la faim. Ils savent aussi qu'un secteur financier plus performant contribue à la croissance et à la réduction de l'inégalité. Ces dernières années, des études ont lié ces deux phénomènes en montrant que le développement financier diminue la pauvreté. Peut-on dire

aussi qu'il diminue la faim et, dans l'affirmative, comment? Est-ce seulement que les pays développés ont à la fois un système financier plus moderne et moins de malnutrition? Ou que le développement du secteur financier facilite la croissance économique, qui réduit la pauvreté monétaire et permet à la population de mieux se nourrir? Ou encore qu'il existe des circuits spécifiques par lesquels des services financiers efficaces atténuent directement la sous-alimentation? Les réponses à ces questions sont essentielles dans la mesure où elles peuvent orienter les politiques qui visent au développement du secteur financier. Nous avons récemment mené une étude sur ces questions (Claessens and Feijen, 2006), dont il ressort que tout repose sur l'augmentation de la productivité agricole et des investissements en équipements agricoles.

La chaîne finance-pauvreté-faim

On sait pourquoi le développement financier contribue à atténuer la pauvreté. Si les pauvres ont accès aux services financiers, ils peuvent obtenir des fonds pour investir dans des biens productifs, par exemple un petit métier à tisser. Ils peuvent emprunter pour acheter une boutique ou trouver des capitaux pour fonder une petite entreprise. En accumulant des actifs financiers et en utilisant l'assurance, les ménages peuvent réduire l'impact de calamités comme la sécheresse, la maladie ou les morts prématurées, qui font partie de la vie quotidienne dans beaucoup de pays en développement. S'ils accèdent plus facilement

De nouvelles recherches suggèrent que le développement du secteur financier peut agir directement sur l'alimentation

*Stijn Claessens
et Erik Feijen*

au financement, les calamités ne les forcent pas à vendre des biens productifs comme leur vache ou leur tracteur et cela empêche les situations difficiles d'empirer. Ils peuvent ainsi économiser pour leur vieillesse.

Dans quelle mesure le développement financier atténue-t-il la pauvreté? Les recherches récentes montrent qu'il existe un lien causal significatif. D'après une étude, une augmentation de 10 points du crédit privé en pourcentage du PIB (valeur communément utilisée pour représenter le développement financier) réduit le ratio de pauvreté de 2,5 à 3 points (Honohan, 2003). Une autre montre que le développement financier accélère la réduction de la pauvreté (Beck, Demirgüç-Kunt, and Levine, 2005). Si par exemple le Pérou avait porté entre

«Une augmentation de 1 % du crédit privé en pourcentage du PIB réduirait la malnutrition dans une proportion comprise entre 0,22 % et 2,45 %.»

1985 et 2000 le crédit privé de 13 % à 54 %, niveau atteint par le Chili, la proportion de Péruviens pauvres aurait été de 2 % au lieu de 15 %.

Vu la relation étroite entre la pauvreté monétaire et la faim, et étant donné que le développement financier réduit la pauvreté, on peut déduire qu'il réduit aussi la faim. De nombreux exemples de pays montrent que la pauvreté monétaire est la cause principale de la malnutrition. Ainsi, en Indonésie pendant les années 1984–87, l'augmentation du niveau de vie a diminué la malnutrition et la fraction de la population absorbant moins de 1.400 calories par jour a baissé de 26 %.

Par quelles voies spécifiques le développement financier peut-il influencer la malnutrition? En termes d'effets indirects, l'essor du secteur financier réduit la pauvreté monétaire, ce qui doit permettre à la population de satisfaire ses besoins alimentaires. Le développement de ce secteur permet aussi aux ménages de lisser leur consommation en réduisant les effets de la perte de revenu sur la malnutrition. Quant aux effets directs, on peut s'attendre que le développement financier accroisse la valeur ajoutée par travailleur de l'agriculture. En effet, si les agriculteurs accèdent plus facilement au crédit, ils peuvent acheter des intrants et des équipements, comme des engrais, un tracteur, d'autres équipements et du bétail, qui accroissent leur productivité et celle de tout le secteur. Cela entraîne une augmentation de la production de nourriture, du revenu des ménages et une baisse des prix des produits alimentaires, ce qui réduit la malnutrition.

Notre étude, qui porte sur plus de 50 pays pendant la période 1980–2003 (à partir de données tirées de Banque mondiale, 2005) a cherché à mettre en évidence l'existence de ces liens. Nous avons analysé trois relations : entre le développement et la productivité agricole globale, entre la productivité agricole et la nutrition et, lien essentiel, entre le développement du

secteur financier et l'investissement en équipements agricoles. Dans une deuxième phase, nous avons relié le développement du service financier à d'autres mesures de la productivité comme la production des cultures et de l'élevage, ainsi que les rendements en céréales; nous avons vérifié si ces rendements, mesure spécifique de la productivité, sont positivement corrélés à la malnutrition et cherché à savoir si le développement financier est lié à l'utilisation de deux intrants accroissant la productivité : engrais et tracteurs (graphique 1).

Conformément à d'autres études de la relation entre développement du secteur financier et pauvreté, nous avons pris comme mesure approchée du développement financier le crédit privé, à savoir le montant du crédit accordé par les intermédiaires financiers au secteur privé en pourcentage du PIB. Nous avons utilisé plusieurs variables de contrôle qui, au niveau des pays, peuvent affecter ces relations. Plus précisément, nous avons neutralisé le niveau initial de la malnutrition, les dépenses publiques en pourcentage du PIB, le développement économique, la pauvreté monétaire au départ, l'inflation, la part de la population vivant dans les zones rurales, la part de la population employée dans le secteur agricole et l'ouverture du pays (valeur des échanges, exportations plus importations, en pourcentage du PIB). Dans certains cas, nous avons aussi pris en compte la production et le commerce des produits alimentaires.

Sur le front de la faim

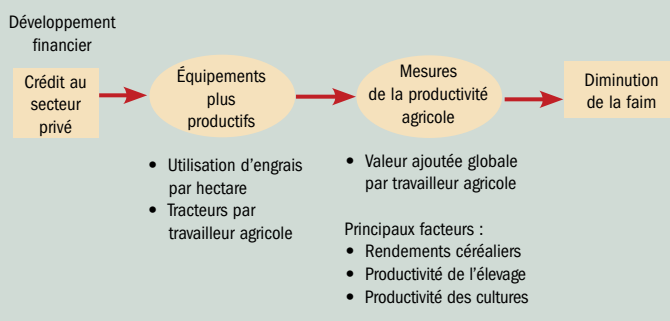
Nos résultats montrent qu'une augmentation de 1 % du crédit privé en pourcentage du PIB réduirait la malnutrition dans une proportion comprise entre 0,22 % et 2,45 %. En comparaison, une hausse de 1 % du PIB par habitant réduirait la malnutrition d'environ 0,85 %. L'effet du développement financier sur la malnutrition est donc substantiel, puisqu'il représente au minimum 25 % de celui du développement général, ce qui implique qu'il y a beaucoup à gagner au développement du secteur financier, surtout en raison de son fort potentiel d'expansion. Le ratio crédit privé/PIB dans les pays à faible revenu, par exemple, est d'environ 16 %, soit bien en dessous des 88 % constatés dans les pays à revenu élevé.

Ce lien indirect entre développement financier et malnutrition reste statistiquement solide quand nous prenons en compte d'autres facteurs que l'on sait affecter la pauvreté et la faim; qui plus est, toutes nos analyses fonctionnent même

Graphique 1

De la banque à l'estomac

Les maillons de la chaîne qui va de l'amélioration du secteur financier à une meilleure alimentation.



quand elles intègrent la possibilité que la relation entre faim et développement financier fonctionne en sens inverse, à savoir que le développement financier soit dû au fait que les populations mieux nourries sont plus actives économiquement et demandent davantage de services financiers. Certes, cette causalité inversée existe, mais le rôle du développement du secteur financier dans la réduction de la faim est beaucoup plus important que celui de la baisse de la malnutrition dans la stimulation de la demande de services financiers. Même si nous adoptons la démarche redondante qui consiste à inclure la pauvreté et le PIB par habitant, les effets du développement financier sur la malnutrition restent significatifs, au niveau de 10 %.

Qu'en est-il des liens directs? Premièrement, *nos résultats confirment l'existence du lien causal entre crédit privé et productivité agricole*. D'après notre analyse, une augmentation de 1 % du crédit privé en pourcentage du PIB augmente de 1 % à 1,7 % la valeur ajoutée par travailleur agricole. Nous avons aussi trouvé des indications spécifiques d'augmentations du rendement des cultures, surtout de céréales, et de la production de bétail qui sont dues à l'accélération du développement financier. Dans les deux cas, la relation positive se maintient après neutralisation de l'effet de plusieurs autres facteurs qui pourraient l'influencer.

Deuxièmement, *nous avons constaté une relation causale entre la valeur ajoutée par travailleur agricole et la malnutrition*. Par exemple, une augmentation de 1 % de la valeur ajoutée par travailleur agricole réduit la malnutrition de 0,4 % à 1 %. Il apparaît aussi que l'accroissement de l'offre de nourriture et la baisse des prix, conséquences de l'augmentation de la productivité, profitent à l'ensemble de la société, y compris aux personnes qui ne peuvent pas obtenir de services financiers elles-mêmes, mais peuvent mieux se nourrir grâce à la baisse des prix des produits alimentaires.

Troisièmement, *nous avons mis en évidence le lien causal important entre le développement financier et l'investissement en équipements agricoles*. Il ressort de notre analyse que le crédit privé est associé de façon significative à l'utilisation d'engrais et de tracteurs par travailleur, même après neutralisation du niveau initial d'utilisation d'engrais et de tracteurs, du PIB par habitant et de la pauvreté (graphique 2). Il est apparu aussi que ce n'est pas seulement le développement du secteur financier qui compte dans la réduction de la malnutrition, mais aussi

la facilité d'accès aux services financiers. Par exemple, plus il existait d'agences bancaires par 1.000 km² en 2003–04, plus le niveau de malnutrition était bas. Cette relation reste valable, même quand nous prenons en compte l'activité commerciale, la taille de la fonction publique et le pourcentage de population vivant dans les zones rurales. Nous avons aussi constaté que la proximité d'une banque joue un rôle décisif pour la productivité quelle que soit la mesure adoptée.

Comment faciliter le développement financier

Comme le développement financier peut jouer un rôle important dans la réduction non seulement de la pauvreté mais aussi de la malnutrition, il peut contribuer beaucoup à la réalisation du premier objectif du Millénaire pour le développement (Claessens and Feijen, 2007). Nombre de politiques peuvent faciliter le développement du secteur financier, y compris l'établissement d'un environnement macroéconomique stable, l'amélioration de la réglementation et du contrôle de ce secteur, la création d'une infrastructure institutionnelle d'information adéquate et le respect des droits de propriété.

Toutefois, il reste encore beaucoup à apprendre sur les meilleurs moyens de faciliter l'accès des pauvres et des mal nourris aux services financiers. En effet, le système financier officiel n'a qu'une relation minimale avec les personnes extrêmement pauvres dans beaucoup de pays en développement. De plus, les institutions de microfinance sont peu présentes dans la plupart de ces pays. Pourtant, les banques commerciales classiques commencent à servir le segment inférieur du marché dans certains pays en développement et l'on connaît d'autres expériences réussies, notamment le développement d'institutions viables de microfinance, comme la Grameen Bank au Bangladesh, dont le fondateur Muhammad Yunus a obtenu l'an dernier le Prix Nobel de la paix. La technologie est elle aussi riche de promesses. Si les premières expériences de banque par téléphone mobile, de cartes bancaires à puce et d'évaluation de la solvabilité selon des modèles simples de notation annoncent l'avenir, elles pourraient faciliter la prestation de services financiers peu coûteux à un nombre bien plus grand d'humains. ■

Stijn Claessens est Sous-Directeur du Département des études de FMI et Erik Feijen est économiste financier au sein de la Vice-Présidence de la Banque mondiale chargée du développement du secteur financier et du secteur privé, dans laquelle M. Claessens a été Conseiller principal jusqu'en janvier 2007.

Bibliographie :

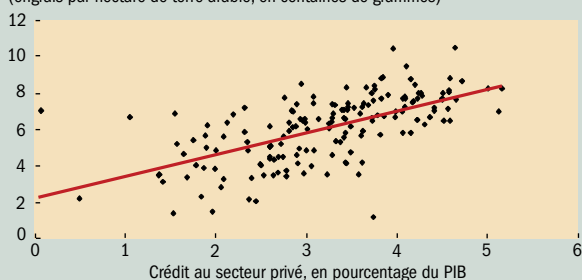
- Banque mondiale, 2005, Indicateurs du développement dans le monde (Washington).
- Beck, Thorsten, Asli Demirgüç-Kunt, and Ross Levine, 2005, "Finance, Inequality and Poverty: Cross-Country Evidence," NBER Working Paper No. 10979 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Claessens, Stijn, and Erik Feijen, 2006, "Finance and Hunger: Empirical Evidence of the Agricultural Productivity Channel," World Bank Research Working Paper No. 4080 (Washington).
- , 2007, "Financial Sector Development and the Millennium Development Goals," World Bank Working Paper No. 89 (Washington).
- Honohan, Patrick, 2003, "Financial Development, Growth and Poverty: How Close Are the Links?" World Bank Policy Research Working Paper No. 3203 (Washington).

Graphique 2

De la banque à la ferme

L'utilisation d'engrais augmente avec le crédit au secteur privé.

(engrais par hectare de terre arable, en centaines de grammes)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (2005); analyse de l'auteur.
Note : Les variables sont en logarithmes et représentent des moyennes pour la période 1980–2003.